

FONDATION GEORGES BOISSEL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Fondation

Siège social : 100 Avenue du Médipôle
38300 BOURGOIN-JALLIEU



Au Conseil d'administration de la Fondation Georges BOISSEL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Georges BOISSEL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes concernant la construction de nouveaux ensembles immobiliers au cours de l'exercice (*Note « 1.1 Événements caractéristiques de l'exercice » - page 3*).



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Provisions pour risques et charges :

Votre fondation constitue des provisions pour couvrir divers risques et charges, tels que décrits dans la note « 3.4 Provisions pour risques et charges » de l'annexe des comptes (pages 13 à 15).

S'agissant des risques et litiges, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre fondation pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nous nous sommes assurés que les risques identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures étaient décrits de façon appropriée dans la note relative aux provisions pour risques et charges précitée de l'annexe des comptes.

- Fonds dédiés :

Votre fondation constitue des fonds dédiés, tels que décrits dans la note « 3.5 Fonds dédiés » de l'annexe des comptes (pages 15 à 17).

S'agissant des fonds dédiés, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre fondation pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nous nous sommes assurés que les principaux fonds dédiés relatifs à des financements reçus dont l'objet n'a pas été totalement réalisé étaient décrits de façon appropriée dans la note relative aux fonds dédiés précitée de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la présidente et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de la fondation relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Ecully, le 27 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

AESE



Vincent FAURE
Associé

FONDATION BOISSEL Bilan page 1 Actif
Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	61 847		61 847	61 847
Autres immobilisations incorporelles	1 223 092	950 466	272 627	326 554
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	5 577 700	1 332 536	4 245 164	3 853 216
Constructions	42 711 592	20 850 731	21 860 861	23 205 455
Installations techniques, matériels et outillage	1 551 914	985 866	566 048	574 672
Autres immobilisations corporelles	5 025 373	3 356 191	1 669 182	1 335 979
Immobilisations corporelles en cours	7 747 467		7 747 467	3 070 656
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	30		30	20
Autres titres immobilisés	1 288 814		1 288 814	1 287 137
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 280 237	28 513	2 251 725	2 524 879
TOTAL I	67 468 068	27 504 303	39 963 765	36 240 415
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures	25 759		25 759	5 382
Autres approvisionnements	110 246		110 246	83 591
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	11 131		11 131	2 827
Créances				
Créances redevables et comptes rattachés	3 224 996	828 630	2 396 366	3 411 425
Autres créances	1 963 083	286 486	1 676 597	2 215 441
Valeurs mobilières de placement	4 790 279		4 790 279	4 283 763
Disponibilités	13 084 746		13 084 746	12 054 692
Charges constatées d'avance	1 200 692		1 200 692	1 192 912
TOTAL II	24 410 933	1 115 117	23 295 816	23 250 033
Charges à répartir sur plusieurs exercices III	467 742		467 742	500 000
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V)	92 346 742	28 619 419	63 727 323	59 990 448



FONDATION BOISSEL Bilan page 2 Passif
Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 964 818	1 964 818
Fonds associatifs avec droit de reprise :		
Dons et legs		
Dotations à la transformation du service hospitalier	3 000 000	3 000 000
Réserves et écarts de réévaluation :		
Excédents affectés à l'investissement	3 884 790	3 884 790
Réserves de compensation	814 173	825 274
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 057 680	1 057 680
Écarts de réévaluation	11 404	11 404
Report à nouveau	234 663	1 030 950
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	194 564	-807 388
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	3 819 521	3 964 137
TOTAL I	14 981 613	14 931 665
Provisions pour risques et charges	5 040 312	5 032 377
Fonds dédiés	2 471 149	2 622 066
TOTAL II	7 511 462	7 654 443
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27 919 654	23 351 954
Emprunts et dettes financières divers	77 058	74 141
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs	3 322	6 431
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 046 828	2 730 272
Dettes sociales et fiscales	7 667 535	6 918 412
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	328 697	2 546 651
Autres dettes	73 627	72 797
Produits constatés d'avance	2 117 528	1 703 681
TOTAL III	41 234 248	37 404 340
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL IV		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV)	63 727 323	59 990 448



FONDATION BOISSEL Compte de Résultat
Périodes de : 01/2024 à 12/2024

Libellé	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	166	0
Production vendue :		
- prestation de services	1 455 104	942 052
- divers	0	16 056
Production stockée ou déstockage de production	0	0
Production immobilisée	69 336	54 488
Dotations et produits de tarification	49 428 100	44 376 302
Produits des activités annexes	660 904	663 880
Subvention d'exploitation et participations	6 992 882	9 726 781
Reprises sur amortissements et provisions	459 590	501 840
Reports des ressources non utilisées des exercices antérieurs	186 418	396 602
Transferts de charges	53 789	45 943
Autres produits	194 383	54 516
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION (I)	59 500 672	56 778 460
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières	5 653	7 032
Autres intérêts et produits assimilés	196 543	103 265
Reprises sur provisions	0	25 339
Transferts de charges	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières	0	8 984
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (II)	202 196	144 621
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (III)	588 881	363 055
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)	60 291 749	57 286 136
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	3 944	2 828
Variation de stock	0	0
Achats de matières premières et fournitures	946 575	727 703
Variation de stock (Mat. 1ères, fourn.)	0	0
Achats d'autres approvisionnements	382 136	362 451
Variation de stock (autres approv.)	-47 032	15 437
Achats non stockés de matières et fournitures	2 578 027	2 446 797
Services extérieurs et autres	9 844 027	9 741 493
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	3 374 301	3 378 915
- autres	274 883	352 202
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	27 673 493	25 990 305
- charges sociales	10 195 932	9 479 296
- autres charges de personnel	1 097 199	954 997
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	2 140 476	2 724 029
- des charges d'exploitation à répartir	0	0
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant	189 005	197 000
- pour risques et charges d'exploitation	373 458	336 821
Engagement à réaliser sur ressources affectées	35 501	150 695
Autres charges	187 347	192 899
TOTAL CHARGES EXPLOITATION (I)	59 249 272	57 053 867
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 258	28 513
Intérêt et charges assimilées	694 900	847 106
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes s. cession valeurs mobil. placem.	0	0
TOTAL CHARGES FINANCIERES (II)	727 158	875 618
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (III)	120 755	164 039
TOTAL DES CHARGES (I + II + III)	60 097 185	58 093 524
RESULTAT DE L'EXERCICE : BENEFICE (+) DEFICIT (-)	194 564	-807 388



FONDATION GEORGES BOISSEL

100 Avenue du Médipôle
38300 Bourgoin-Jallieu

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Note 1	<u>FAITS MARQUANTS</u> Evénements caractéristiques de l'exercice Evénements postérieurs à la clôture
Note 2	<u>PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES</u> Principes comptables Changements de méthode comptable Durées d'amortissement
Note 3	<u>INFORMATIONS SUR LE BILAN</u> Actif immobilisé Actif circulant Fonds propres Provisions pour risques et charges Fonds dédiés Dettes
Note 4	<u>INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT</u> Subvention d'exploitation Résultat exceptionnel Contribution des établissements au résultat d'ensemble Présentation des résultats
Note 5	<u>AUTRES INFORMATIONS</u> Ventilation de l'effectif moyen Montant global des rémunérations allouées aux membres de direction Montant des honoraires des commissaires aux comptes Charges à payer et produits à recevoir Engagements hors bilan

Cette annexe fait partie intégrante des comptes de l'exercice ouvert le 1er janvier 2024 et clos le 31 décembre 2024. Les montants sont exprimés en euros, sauf mention contraire.



Note 1 – FAITS MARQUANTS

1.1 Événements caractéristiques de l'exercice

Réforme du financement de la psychiatrie hospitalière

La réforme du financement de la psychiatrie hospitalière, dont le démarrage était initialement prévu en 2021, a été repoussée d'un an pour une mise en place au cours de l'année 2022. Cette réforme du financement met fin à la dotation annuelle unique dont bénéficiait l'établissement ESMPI pour s'orienter vers un modèle reposant sur 4 grands compartiments :

- Une dotation populationnelle (environ 80% du financement total) visant à corriger les inégalités régionales et à asseoir le principe de responsabilité territoriale des établissements ;
- Une dotation modulée à l'activité (environ 13.5% du financement total) pour valoriser la file active des établissements et pour reconnaître certaines de leurs activités spécifiques ou à portée suprarégionale ;
- Un financement à la qualité (environ 1,5 % du financement total) à travers le dispositif IFAQ (Incitation Financière à la Qualité) et la création d'un compartiment dédié au financement de la qualité du codage ;
- Et un compartiment de financements ciblés (environ 5 % du financement total) afin de soutenir la transformation du secteur, la structuration de la recherche en santé mentale et le développement d'activités innovantes.

L'application pleine et entière du nouveau modèle a été précisée par la loi de financement de la sécurité sociale 2023 et prendra fin en 2026 ; dans l'intervalle, les recettes des établissements restent en grande partie sécurisées pour accompagner le passage au nouveau modèle de financement.

L'année 2022 avait ainsi constitué une année de transition qui avait vu les établissements psychiatriques être financés via une dotation provisionnelle d'un montant au moins équivalent aux financements 2021 et permettant aux Agences Régionales de Santé de s'approprier le modèle et d'en anticiper les impacts futurs grâce à des simulations à blanc.

En 2023, les nouveaux mécanismes de financement ont été clarifiés et les arrêtés en provenance des Agences Régionales de Santé ont permis de distinguer les 4 compartiments précédemment cités. De nombreuses mesures n'étaient cependant pas sécurisées et étaient véhiculées au sein du dernier compartiment (dotation à la transformation du secteur), dans l'attente d'une pérennisation au sein de la dotation « socle » (dotation populationnelle).

En 2024, le montant des deux compartiments principaux (dotation populationnelle et dotation file active) a été sécurisé. En complément de ce socle sécurisé, une analyse relative des établissements par rapport aux indices régionaux a été menée par les Agences Régionales de Santé afin d'objectiver la dispersion des écarts et enclencher une trajectoire de rééquilibrage. L'ESMPI a ainsi bénéficié en 2024 d'une enveloppe de financement complémentaire afin de rattraper une insuffisance de dotation au titre des années précédentes.

Création de l'établissement « La Blanchisserie »

L'établissement « La Blanchisserie » a été constitué en cours d'année 2024 afin d'isoler, en gestion, les missions d'insertion par l'emploi de l'établissement La Roseraie, établissement ayant intégré la Fondation BOISSEL en 2023 par voie de fusion-absorption. L'établissement, situé à La Mure (38), a connu une première année d'exploitation difficile ayant engendré un déficit comptable de -135 k€.



Construction de nouveaux ensembles immobiliers

L'année 2024 a été une année importante en investissements afin de soutenir le développement de la Fondation Boissel, en particulier dans les investissements immobiliers. Les immobilisations en cours, à la date de clôture de l'exercice, s'élèvent ainsi à 7.724 k€, dont 6.600 k€ concernent le projet de construction d'un nouveau centre ambulatoire pour l'Etablissement de Santé Mentale des Portes de l'Isère.

Honorant de nouvelles autorisations psychiatriques en hôpital de jour octroyées par l'Agence Régionale de Santé (ARS), ce projet immobilier consiste à regrouper sur un site unique, sur la commune de Péage de Roussillon (38), les prises en charge ambulatoires (centres de consultation médico-psychologiques et alternatives à l'hospitalisation complète) autour de deux pôles « enfants » et « adultes » distinctement séparés l'un de l'autre. La livraison du bâtiment est prévue pour début 2025.

En outre, afin de sécuriser le plan de financement de ce projet, un nantissement du prêt contracté auprès de la Banque partenaire de l'opération a été souscrit sous forme de comptes titres financiers, pour un montant total de 1.200 k€ ; ce montant impacte les immobilisations financières figurant à l'actif du bilan ainsi que les garanties accordées et listées en engagements hors bilan.

Nouvelles règles légales relatives aux congés payés pendant un arrêt maladie

La loi n°2024-364, parue au Journal Officiel en date du 22 avril 2024, a modifié les dispositions du Code du Travail relatives aux congés payés. Jusqu'alors, un salarié dont le contrat de travail était suspendu en raison d'un arrêt maladie ne pouvait pas bénéficier de l'acquisition de congés payés, la ligne directrice étant que l'acquisition des congés payés était conditionnée à l'exécution d'un travail effectif.

C'est désormais chose terminée. Afin de se mettre en conformité avec le droit européen, le Code du travail a été modifié par les dispositions de la loi précédemment citée : les absences pour maladie ou pour accident donnent désormais droit à l'acquisition de congés payés, selon des critères et des limites définies par le règlement. Le coût d'application de cette mesure a fait l'objet d'une comptabilisation au sein des charges exceptionnelles de l'exercice.

Non anticipation du règlement ANC 2023-03

Le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 a modifié le Plan Comptable Général français. Le règlement ANC 2022-06 a vocation à permettre de moderniser les états financiers en facilitant la digitalisation, en mettant à jour et en simplifiant les modèles de comptes annuels et la nomenclature comptable. Les conséquences des changements opérés par ce nouveau règlement sur le plan comptable des organismes sans but lucratif sont traitées par le règlement ANC 2023-03, homologué par arrêté du 26 décembre 2023. Son application est obligatoire à compter des exercices ouverts le 1^{er} janvier 2025, avec une application anticipée possible au 31 décembre 2024.

Au regard au regard des avancées réglementaires à la date d'arrêté des comptes 2024 (plan comptable général et instruction budgétaire M22 non mis à jour), l'application par anticipation du nouveau règlement n'a pas été retenue à la date du 31 décembre 2024.

1.2 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur intervenu ou connu entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes annuels, et présentant un lien direct et prépondérant avec une situation existante à la clôture, n'est de nature à modifier les états financiers au 31 décembre 2024.



Note 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont présentés conformément aux dispositions et dérogations précisées par les textes suivants :

- La Fondation a arrêté ses comptes dans le respect du plan comptable général défini à l'article 932-1 du règlement ANC n° 2014-03 et dans le respect des comptes spécifiques prévus par le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- L'avis ANC N° 2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R. 314-1 du code de l'action sociale et des familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent le règlement ANC 2018-06 ci-dessus.
- Les comptes administratifs des établissements, établis selon les principes comptables prévus par l'article R 314-81 du CASF sont retraités afin d'obtenir les comptes sociaux conformes aux règlements sus visés.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. La Fondation Boissel a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants et le prorata temporis à compter de l'exercice 2009 (date de mise en service du bâtiment ex-CPND).

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La Fondation Boissel gère plusieurs établissements dans les domaines sanitaire, social, et médico-social :

- ESMPI – Etablissement de Santé Mentale Portes de l'Isère
- MAS Saint Clair – Maison d'accueil spécialisée
- SIAO de l'Isère – 115 / plateforme téléphonique d'urgence
- PLURI-ELLES (ex : SFM – Solidarité Femmes Miléna, changement de nom en 2024)
- ALPA – Accompagnement Logement de la Porte des Alpes
- LA ROSERAIE – Hébergement social et ateliers d'adaptation à la vie active pour les hébergés
- LA BLANCHISSERIE – Chantiers d'insertion sociale par l'emploi
- GRAINES D'INSERTION – Chantiers d'insertion sociale par l'emploi Arbre Fruité, Rénov'Bati, Rénov'Services



➤ (R)EGAL' – Réunis pour le Goût et l'Accès à l'emploi

Elle gère également deux entités en gestion libre : le Domaine Saint Clair, relatif à la gestion centrale et patrimoniale de la donation initiale du Docteur Boissel, et les Ecuries Saint Clair.

Les comptes statutaires présentés cumulent les comptabilités de tous les établissements cités précédemment.

Les prestations réciproques sont isolées au cours de l'année dans des comptes d'opérations inter-établissements, et ne sont pas présentées au compte de résultat général. Il en est de même pour les comptes de liaison inter-établissements qui font l'objet d'éliminations comptables dans le bilan statutaire de la Fondation Boissel.

2.2 Changements de méthode comptable

Pas de changement de méthode comptable cette année.

2.3 Durées d'amortissement

Tableau des durées d'amortissement par composants :

➤ Logiciels informatiques	de 2 à 7 ans
➤ Site Internet et Intranet	5 ans
➤ Agencement terrain	20 ans
➤ Construction	
➤ Gros œuvre	35 ans
➤ Charpente	35 ans
➤ Façades	35 ans
➤ Agencements sur construction	
➤ Menuiserie et étanchéité	35 ans
➤ Chauffage	de 15 à 25 ans
➤ Electricité	de 10 à 25 ans
➤ Plomberie sanitaire	de 15 à 25 ans
➤ Aménagement intérieurs	15 ans
➤ Sols souples	15 ans
➤ Matériel de bureau et informatique	de 5 à 10 ans
➤ Mobilier	de 3 à 10 ans
➤ Signalétique	10 ans
➤ Panneaux photovoltaïques	de 15 à 20 ans



Note 3 – INFORMATIONS SUR LE BILAN

3.1 Actif immobilisé

3.1.1 Immobilisations incorporelles - corporelles et amortissements

Tableau de variation des immobilisations brutes :

	VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION		VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
		Par virement de poste à poste	Acquisitions, créations et virements de poste à poste	Par virement de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors services	
Frais d'établissement et frais de recherche et de développement	109 201					109 201
Autres immobilisations incorporelles	1 130 518		45 219			1 175 737
Immobilisations incorporelles en cours						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 239 720		45 219			1 284 939
Terrains et aménagements terrains	5 040 680	38 200	498 821			5 577 700
Constructions sur sol propre	26 012 372			38 200		25 974 172
Constructions sur sol d'autrui						
Instal. générales, agenc., amén. des constructions	16 712 367		25 053			16 737 420
Instal. techniques, matériel et outillage	1 500 270		93 405		41 761	1 551 914
Instal. générales, agenc., aménagement divers	716 803		316 587			1 033 390
Matériel de transport	320 869		100 826			421 695
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 241 398		329 410		519	3 570 289
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours	3 047 656		4 676 811			7 724 467
Avances et acomptes	23 000					23 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	56 615 414	38 200	6 040 913	38 200	42 280	62 614 047
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	20		10			30
Autres titres immobilisés	1 287 137		1 678			1 288 814
Prêts et dépôts	156 443		17 387			173 830
Autres immobilisations financières	2 406 407			300 000		2 106 407
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 850 007		19 074	300 000		3 569 082
TOTAL GENERAL	61 705 141	38 200	6 105 207	338 200	42 280	67 468 068

La valeur des immobilisations est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires directement imputables à l'acquisition. Les amortissements comptabilisés en application des règles et méthodes rappelées en note 2 de la présente annexe permettent de constater comptablement la perte de valeur normative de ces immobilisations liée à leur rythme d'utilisation, l'usure du temps et l'obsolescence technique.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation complémentaire est constatée pour le montant de la différence.



Tableau de variation des amortissements :

AMORTISSEMENTS ECONOMIQUES					
	MONTANT DES AMORT. AU DEBUT DE L'EXERCICE	Autres mvts & Variations de périmètre	Dotation de l'exercice	Diminutions : amort. afférents aux sorties de l'actif et reprises	MONTANT DES AMORT. A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Frais d'établissement et de développement	45 789		108		45 897
Autres immobilisations incorporelles	805 530		99 039		904 569
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	851 319		99 147		950 466
Terrains et aménagements terrains	1 187 464		145 072		1 332 536
Constructions sur sol propre	7 334 520	-38 200	648 189		7 944 509
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. générales, agenc., amén. des constructions	12 184 764		721 458		12 906 221
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	925 598	-10 961	112 990	41 761	985 866
Instal. générales, agenc., aménagement divers	296 561		75 559		372 120
Matériel de transport	252 135		26 755		278 890
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 394 394		311 306	519	2 705 182
Emballages récupérables et divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 575 437	-49 161	2 041 329	42 280	26 525 325
Autres immobilisations financières					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
TOTAL GENERAL	25 426 756	-49 161	2 140 476	42 280	27 475 790

3.1.2 Immobilisations financières

Ce poste est composé des titres immobilisés, dépôts et cautionnements.

Une provision est constituée lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût d'acquisition. Une provision de 29 K€ est ainsi comptabilisée au 31/12/2024.

Le poste des immobilisations financières comprend la créance dite « Article 58 » de 606 K€ car la Fondation Boissel considère qu'elle ne peut faire partie de l'actif circulant n'étant pas recouvrable à court ou moyen terme.

De même, les créances relevant de « l'Article 50 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2021 » relative aux crédits dédiés au soutien à l'investissement et à la transformation du service public hospitalier, et dont le montant s'élève à 1.500 k€ au 31/12/2024, sont également comptabilisées au sein des immobilisations financières. Le flux de 300 k€ ainsi présenté en diminution des autres immobilisations financières dans les tableaux ci-dessus correspond aux sommes effectivement encaissées au cours de l'exercice.



3.2 Actif circulant

3.2.1 Stocks

Pour l'ensemble de ses établissements, les stocks sont évalués selon la méthode P.E.P.S (premier entré, premier sorti). Une provision est constituée lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût d'acquisition. Il n'y a pas de provision de cette nature comptabilisée au 31/12/2024.

3.2.2 Créances

Elles sont évaluées en fonction des prix de journées, de forfaits, d'actes alloués par les autorités de tarification.

Des provisions sont constituées en fonction des incertitudes ou litiges connus à la date de clôture et du risque d'irrécouvrabilité. Ces provisions, estimées en fonction du risque de perte effectivement encouru, a conduit, en 2024 comme en 2023, à déprécier plus de 90% des créances échues soumises à une procédure de recouvrement (amiable ou judiciaire) externe à l'établissement.

Les délais de recouvrement étant plus longs pour les créances dues par les patients, résidents ou hébergés, les créances 2024 non encaissées au 31/03/2025 et ne faisant pas encore l'objet d'une procédure judiciaire, mais exposées à un risque de non-recouvrement, ont également fait l'objet au cas par cas d'une provision.

Suivant les explications qui précèdent, au 31/12/2024, la provision pour dépréciation des créances clients s'élève à 829 K€, contre 727 K€ l'année précédente.

Tableau des provisions de l'actif du bilan :

	MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUTRES MVTS	AUGMENTATION Dotations de l'exercice	DIMINUTION reprises de l'exercice	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
		Variation de périmètre			
Sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - financières	37 971			9 458	28 513
Sur stocks et en cours					
Sur comptes usagers et comptes rattachés	727 234		189 005	87 609	828 630
Autres prov. pour dépréciation	286 886			400	286 486
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	1 052 091		189 005	97 467	1 143 629



Tableau de ventilation des créances par échéance :

	MONTANT BRUT TOTAL	ECHEANCE A :	
		UN AN AU PLUS	PLUS D'UN AN
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	2 280 237	473 830	1 806 407
Clients douteux ou litigieux	724 113	724 113	
Autres créances clients	2 500 883	2 500 883	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	43 915	43 915	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 068	62 068	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	161 725	161 725	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers	1 695 375	1 513 340	182 035
Charges constatées d'avance	1 200 692	413 643	787 050
Charges à répartir sur plusieurs exercices	467 742	32 258	435 484
CREANCES	9 136 750	5 925 775	3 210 975
(1)montant des prêts accordés en cours d'exercice			
-montant des prêts remboursés en cours d'exercice			
(2)Prêts & avances consentis aux associés (pers. physiques)			

Les créances ont normalement une échéance inférieure à 1 an, sauf pour :

- Les créances relevant de l'article 35 du décret du 24/03/88 – dispositions pour les C.H.R.S.
La Fondation Boissel n'a pas à son actif de telles créances.
- Les créances relevant de l'article 58 du décret du 11/08/83 - dispositions reprises dans le Code de la Sécurité Sociale, sous l'article R 174-1-9.
A ce titre, une créance de 606 406.82 € relative à l'exercice 1987 figure à l'actif du bilan au sein des créances immobilisées. Il s'agit de sommes imputées par l'autorité de tutelle sur la dotation globale des exercices 1985 à 1988. Cette créance non prescrite n'a pas fait l'objet d'une provision pour dépréciation à la date de clôture de l'exercice.
- Les créances relevant de l'article 50 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2021 - dispositions reprises dans l'instruction DGOS/PF1/DSS/1A/2021/165 du 21 juillet 2021 relative aux crédits dédiés au soutien à l'investissement et à la transformation du service public hospitalier.
Dans le cadre de ce dispositif, la dotation attribuée à l'établissement ESMPI au cours de l'exercice 2021 s'est élevée 3.000.000 € (cf note 3.3). L'échéancier global prévisionnel des versements, contractualisé avec l'organisme financeur, est le suivant :
 - 2/10ème du montant total versé sur l'exercice 2021
 - 1/10ème du montant total versé chaque année sur les exercices 2022 à 2029.
 Compte tenu de cet échéancier, le solde de la créance à percevoir, à la date de clôture des comptes au 31 décembre, s'élève à 1.500.000 € ; ce montant figure à l'actif du bilan au sein des créances immobilisées conformément au cadre réglementaire rappelé précédemment.
- Les frais d'émission des emprunts à répartir sur plusieurs exercices.



En 2023, la Fondation Boissel a renégocié un contrat de prêt significatif afin de substituer un plan d'amortissement à taux d'intérêt fixe plutôt qu'à taux variable. Certains prêts bancaires de la Fondation Boissel avaient en effet été contractés à taux variables à l'origine, exposant financièrement les établissements concernés dans un contexte d'hyper-inflation. Ainsi, un contrat de prêt pour l'ESM Portes de l'Isère, souscrit en 2009 pour une durée de 30 ans, a fait l'objet d'un refinancement à taux fixe fin 2023 pour la durée résiduelle du contrat (16 ans). En contrepartie de l'octroi de conditions de crédit à taux fixe meilleures que les conditions de marché, une somme compensatrice de 500 k€ a été intégrée au capital refinancé, permettant ainsi de maintenir l'équilibre financier de la renégociation entre l'ESM Portes de l'Isère et l'établissement de crédit. Comptablement, cette somme a été inscrite en augmentation des dettes financières (puisqu'intégrée au capital restant dû) en contrepartie de la constatation d'un actif du même montant (inscrit en « charges à répartir sur plusieurs exercices ») ; ces deux éléments font l'objet d'un étalement sur la durée d'amortissement du contrat de prêt refinancé, de manière à obtenir une charge financière après étalement cohérente avec les conditions du marché.

3.2.3 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût historique. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. En revanche, une provision est constituée lorsque leur valeur probable de réalisation est inférieure à leur coût d'acquisition.

Au 31/12/2024, aucune provision n'est comptabilisée.

3.2.4 Charges et Produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance sont principalement composés d'un bail à construction dont les montants au 31/12/2024 s'élèvent à :

- Charges constatées d'avance : 816 K€
- Produits constatés d'avance : 1.271 K€

Par acte juridique en date d'octobre 2010, la Fondation a donné bail à construction, le terrain de la Fondation sis Domaine St Clair, à Pluralis, afin d'édifier l'immeuble MAS St Clair. Le bail à construction a été consenti moyennant le versement d'un loyer unique accepté à 1.816.000 € constaté à l'origine en produit constaté d'avance.

La Fondation a accordé à Pluralis une subvention de 1.166.000 € contribuant à l'équilibre financier de l'opération, constatée à l'origine en charge constatée d'avance.

Le bail à construction étant consenti pour une durée de 40 ans, le loyer reçu et la subvention accordée font l'objet d'un étalement sur la même durée, dont la date de début est l'exercice 2013, date d'ouverture de cet établissement.

Sur l'exercice 2024, comme pour les exercices précédents, les mouvements annuels relatifs à ces montants ont été comptabilisés en résultat exceptionnel pour un montant net total de +16 k€ (+45 K€ en produits exceptionnels et -29 K€ en charges exceptionnelles).

Si le bâtiment avait été réalisé par la Fondation, sa valeur nette comptable serait nulle au terme d'une période identique à celle du bail à construction, à savoir 40 ans, et selon l'application en vigueur des plans d'amortissements par composants.



Tableau des charges et produits constatés d'avance :

	CHARGES	PRODUITS
Charges et produits d'exploitation	384 492	846 328
Charges et produits financiers		
Charges et produits exceptionnels	816 200	1 271 200
CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	1 200 692	2 117 528

3.3 Fonds propres

Les fonds propres totaux de la Fondation Boissel incluent les fonds associatifs des établissements sanitaires, sociaux, et médicosociaux ainsi que ceux des établissements en gestion libre. Le tableau des mouvements des fonds propres sur l'exercice est présenté ci-dessous.

Tableau de variation des fonds propres :

	MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	Affectation du résultat N-1	Résultat de l'exercice	Autres mvts / Variations de périmètre	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 964 818				1 964 818
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprises	11 404				11 404
Dons et legs					
Dotations à la transformation du service hospitalier	3 000 000				3 000 000
Réserves	5 767 745	-11 101			5 756 643
Report à nouveau	1 030 950	-796 287			234 663
Résultat comptable de l'exercice	-807 388	807 388	194 564		194 564
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	3 964 137			-144 616	3 819 521
FONDS PROPRES	14 931 665		194 564	-144 616	14 981 613

3.3.1 Fonds associatifs

Les fonds associatifs sont ventilés en fonds propres et autres fonds associatifs conformément à la réglementation en vigueur.

En avril 2010, pour le projet intitulé « informatisation des processus des productions de soins », l'ESMPI (ex CPND) a obtenu l'accord de financement à hauteur de 50%, financements répartis sur les enveloppes subventions FMESS et dotation annuelle de financement. Les crédits reçus de l'ARS étaient initialement fléchés comme un apport en capital et comptabilisés sur demande de l'agence en Provision pour Renouvellement des Immobilisations (#142, conformément à la circulaire DHOS/F2/F1/DSS/1A 2099-332 du 02/11/2009). De même, à leur demande, cette aide ne devait pas être reprise au compte de résultat.

Cette aide constituant un apport en capital, il a été décidé, en 2018, de reclasser cette provision (initialement constituée pour un montant de 193 K€) en Fonds associatifs sans droit de reprise (#102).

En décembre 2021, une dotation d'un montant de 3.000 k€ a été attribuée à l'ESMPI dans le cadre de la transformation du service public hospitalier décidée par le Ségur de la santé. Cette dotation a été comptabilisée au sein des fonds propres de l'établissement (avec droit de reprise) conformément au cadre réglementaire.



3.3.2 Report à nouveau

Au sein des reports à nouveau sont distinguées les sommes sous contrôle des tiers financeurs et les sommes non admises par les autorités de tarification.

Le report à nouveau en gestion propre, dont l'affectation des résultats n'est pas contrôlée, concerne :

- les résultats des établissements qui ne sont pas soumis aux autorités de contrôle (ex : Domaine Saint Clair, Ecuries Saint Clair),
- les résultats des établissements qui sont laissés à disposition de la Fondation après approbation des autorités de contrôle (ex : ESMPI),
- les résultats des dispositifs en gestion libre au sein des établissements soumis aux autorités de contrôle (ex : ALPA, Pluri-Elles).

Tableau de présentation des reports à nouveau par nature :

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	DEBITEUR	CREDITEUR
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs affecté : - à l'exercice - aux exercices ultérieurs		268 239
Report à nouveau non affecté des activités sous contrôle de tiers financeurs	68 797	
Report à nouveau - affectation non contrôlée		576 517
Report à nouveau dépenses recettes rejetées par autorité de tarification	41 051	
Report à nouveau CP non financés par autorité de tarification	500 246	
S/TOTAL RAN DEBITEUR / CREDITEUR	610 093	844 756
SOLE REPORT A NOUVEAU		234 663

3.3.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sur des biens non renouvelables par la Fondation sont inscrits en autres fonds associatifs. Ces subventions font l'objet d'une reprise en quote-part de subventions virée au compte de résultat chaque année au prorata du financement. Elles sont amorties au même rythme que les amortissements des biens financés.



Tableau des subventions d'investissement sur biens non renouvelables par établissement :

	MONTANT d'origine	MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUTRES MVTS	AUGMENTATION	DIMINUTION	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
			Variation de périmètre	Dotations de l'exercice	reprises de l'exercice	
Investissement Chauffage Bois	226 648	125 953			9 066	116 888
Investissement construction Médipôle ESMPI	100 878	43 233			7 648	35 585
Investissement ambulatoire Péage Roussillon ESMPI	2 000 000	2 000 000				2 000 000
Investissement courants psychiatrie ESMPI	587 700	211 662			29 017	182 645
Investissement travaux Elan Pluri-elles	148 276	125 502			9 748	115 755
Investissement construction Atmosphère Pluri-elles	1 187 960	1 128 562			59 398	1 069 164
Investissement courants aide sociale Pluri-elles	118 735	96 726		13 000	8 500	101 226
Investissement équipements Graines d'Insertion	55 630	29 520		5 000	6 976	27 544
Investissement sécurisation Marhaba ALPA	60 298	58 288			2 401	55 887
Investissement activité Equithérapie	40 000	38 000			2 000	36 000
Investissement construction La Rosaie	316 903	106 690	-30 251		23 828	52 611
Investissement équipements Blanchisserie	30 251	0	30 251		4 033	26 217
SUBVENTIONS	4 873 278	3 964 137	0	18 000	162 616	3 819 521

Les subventions comptabilisées au 31/12/2024 concernent des investissements majeurs :

- Domaine St Clair : construction de la chaufferie bois en 2012
- ESMPI :
 - construction de l'hôpital psychiatrique sur le site du Médipôle à Bourgoin en 2009
 - matériel médical et informatique en psychiatrie en 2019, 2021 et 2022
 - construction d'un pôle ambulatoire à Page de Roussillon (ouverture prévisionnelle en 2025)
- Pluri-Elles :
 - travaux de rénovation d'un ensemble immobilier semi-collectif pour les hébergés sociaux en 2020
 - construction en 2023 d'un ensemble immobilier dédié à l'accueil, l'hébergement et le logement social
- Graines d'Insertion : matériels et outillages pour l'activité RenovBati en 2020
- ALPA : travaux d'amélioration et de sécurisation d'un site à Bourgoin en 2021
- Ecuries Saint Clair : construction d'un centre équestre en 2023
- La Rosaie : apport par voie de fusion en 2023, subvention attenante à l'ensemble immobilier.

3.4 Provisions pour risques et charges

Ce poste est principalement composé de :

- Provisions pour litiges d'exploitation. Ces provisions, relatives aux risques liés à l'exploitation courante, sont constituées sur la base des éléments disponibles à la date de clôture et selon l'appréciation par la Fondation du niveau de risque de sortie de ressources.
- Provisions pour litiges sociaux. Ces provisions couvrent les risques évalués à la clôture vis à vis des litiges avec les salariés. Les montants des provisions pour salaires et charges incluent les charges liées à l'application du Droit du Travail, de la Convention Collective et de ses avenants.
- Provisions pour gros entretien. Ces provisions couvrent des travaux et révisions futures qui ont pour objet de maintenir le bon fonctionnement des installations et logements sociaux et d'y apporter un entretien, mais qui, par leur importance et leur finalité, excèdent la notion d'entretien habituel induit par l'usage courant des installations et des logements. Les



provisions sont constituées à la date de clôture des exercices comptables dès lors que les 3 critères ci-dessous sont cumulativement remplis :

- Les dépenses ne doivent pas avoir pour effet de faire entrer un ou plusieurs nouveaux éléments à l'actif du bilan ou d'augmenter la valeur ou la durée de vie des éléments auxquels ils se rapportent au-delà de celle prévue initialement (comptabilisation en immobilisations).
- Les dépenses envisagées sont probables et nettement précisées à la clôture de l'exercice, faisant l'objet d'une programmation détaillée, ceci dans le cadre d'un plan formalisé.
- Ce plan formalisé doit être pluriannuel (entre 3 et 5 ans) car ces dépenses, bien que représentant une charge excessive pour un seul exercice comptable au regard de leurs natures et de leurs montants, doivent être effectuées dans un délai raisonnable.

➤ Provisions pour indemnités de départ à la retraite. Ces provisions sont basées sur une étude réalisée par un actuair indépendant sur les salariés présents au 31/12/2024, et ce pour l'ensemble des établissements de la Fondation. Le montant comptabilisé au passif du bilan correspond à la valeur actualisée de l'estimation des montants qui seront versés aux salariés à la prise de leur retraite, ceci par application des hypothèses de calcul suivantes :

- Conventions collectives : CCN de l'hospitalisation à but non lucratif, CCN centre d'hébergement et de réadaptions sociale, CCN de la restauration collective
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Evolution du salaire : 2% pour les cadres, 1% pour les non cadres
- Probabilité de vie au terme : table mortalité 00-02 hommes / femmes
- Probabilité d'être présent dans la société au terme : turnover faible
- Taux de charges sociales : 55 %
- Taux d'actualisation : 3.50% (depuis 2022 – contre 1.50% historiquement).

➤ Autres provisions pour charges. Ces provisions permettent de couvrir diverses charges futures trouvant leur fait générateur dans l'exercice écoulé.

Tableau de variation des provisions pour risques et charges

	MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUTRES MVTS Variation de périmètre	AUGMENTATION Dotations de l'exercice	DIMINUTION reprises de l'exercice	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
Prov. pour litiges	1 973 172			41 262	1 931 910
Prov. pour garanties données aux usagers					
Prov. pour risques d'emploi (litiges sociaux)	82 185			48 000	34 185
Prov. pour gros entretien (travaux)	713 334		283 458	248 013	748 780
Prov. pour indemnités de départ à la retraite (IDR)	2 239 846		90 000	4 409	2 325 437
Prov. pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immobilisations					
Prov. pour charges à répartir / plusieurs exercices					
Autres prov. pour charges	23 840			23 840	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 032 377		373 458	365 523	5 040 312
- dont reprises de provision avec utilisation				237 560	
- dont reprises de provision sans utilisation				127 963	

Le principal litige faisant l'objet d'une provision au 31/12/2024 concerne une procédure contentieuse initiée en 2012 pour des malfaçons sur le circuit de chauffage / climatisation sur l'ensemble des bâtiments de l'ESMPI, établissement ayant ouvert ses portes en mai 2009 après 2 années de construction. La Fondation est propriétaire de ces bâtiments :

➤ En date du 8/08/2019, par décision en 1^{ère} instance du Tribunal de Grande Instance, les demandes d'indemnisation de la part de l'ESMPI ont toutes été acceptées et les sociétés ayant réalisé les travaux ont conjointement été condamnées à verser une somme de 1.900 K€ ; le jugement étant exécutoire, l'ESMPI a reçu en 2020 ces indemnités.



- En 2021, l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Grenoble a confirmé le jugement rendu en 1^{ère} instance.
- Concomitamment à ces indemnités perçues, une provision pour charges a été comptabilisée à due concurrence, l'ESMPI étant dans l'obligation de réaliser les travaux de remise en état permettant de combler les malfaçons d'origine.
- Le dossier n'étant pas officiellement clos à la clôture de l'exercice (Cour de Cassation), les sommes comptabilisées en provisions ne sont que très peu utilisées.

3.5 Fonds dédiés

Les structures associatives et les fondations peuvent recevoir des fonds en vue de la réalisation exclusive de certaines actions ; le choix de l'utilisation des fonds ainsi obtenus ne revient pas à la structure, mais dépend de la volonté du financeur.

Le règlement ANC n° 2018-06 définit les fonds dédiés comme « la partie des ressources dédiées par les tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard ». Le traitement comptable doit alors refléter la traçabilité des fonds reçus et leur utilisation conformément à l'engagement pris à l'égard des tiers financeurs. Pour cela, une disposition du Plan Comptable Associatif prévoit l'utilisation de "Fonds dédiés" comptabilisés au passif du bilan (comptes #19). Ainsi :

- Les fonds reçus sont comptabilisés en totalité dans le compte de produits par nature, et l'engagement d'emploi pris par la Fondation envers le tiers financeur est inscrit en charges sous le compte #689 "engagements à réaliser sur ressources affectées" et au passif au compte #19 ;
- Les sommes inscrites au compte #19 sont reprises en produits au compte de résultat, ceci au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte #789 "report des ressources non utilisées des exercices antérieurs" ;
- Les annexes aux comptes annuels précisent en fin d'année les dépenses non encore utilisées et reportées, telles qu'elles figurent dans le solde du compte #19.



Tableau de variation des fonds dédiés :

	FONDS A ENGAGER AU DEBUT DE L'EXERCICE (compte 19)	Autres mvts & variations de périmètre	Engagements à réaliser sur ressources affectées (compte 689)	Utilisation en cours d'exercice (compte 789)	FONDS RESTANTS A ENGAGER EN FIN D'EXERCICE (compte 19)
Etablissement ESMPI					
Construction Médipôle	1 554 338			73 091	1 481 247
Rattachement Vienne	343 401			1 009	342 392
Système d'information	105 037			9 002	96 035
Dons associatifs	57 937			7 620	50 317
Renaissance	51 561			7 620	43 941
Association Le Grillon	6 377				6 377
CLSM + Aides aux aidants	26 782				26 782
Accompagnements spécifiques patients	38 537			24 654	13 883
Isolement et contention	127 877		885	27 799	100 963
Divers	9 041			1 063	7 979
Etablissement MAS					
Formation et Système d'information	127 854			13 910	113 944
Crédits non reconductibles sur actions spécifiques	52 517	20 601	12 000	11 507	73 611
Contrôles d'accès	136 565	-20 601		13 643	102 322
Autres établissements					
SIAO - Financement pour élargissement missions			22 616		22 616
LA ROSERAIE - Financement pour travaux de rénovation	42 180			3 120	39 060
FONDS DEDIES	2 622 066		35 501	186 418	2 471 149

Les principaux fonds dédiés relatifs à des financements reçus dont l'objet n'a pas encore totalement été réalisé au 31/12/2024 sont les suivants :

- Fonds dédiés à des dépenses d'investissement relatives à des projets : Médipôle, sécurité, visioconférence, système d'information, climatisation, équipements des logements en mobiliers destinés à des résidents âgés (financement CILPI). Ces financements sont imputés proportionnellement sur les exercices sur lesquels sont enregistrés les amortissements des investissements.
- Fonds dédiés à des dépenses de fonctionnement : Conseil local de santé mentale (CLSM), aide aux aidants, crédits non reconductibles sur actions spécifiques, contrôles d'accès, nouvelles mesures relatives aux prescriptions psychiatriques d'isolement et de contention. Ces financements sont rattachés aux exercices sur lesquels les dépenses sont enregistrées. Il y a alors sur ces exercices neutralisation de la dépense.
- Fonds dédiés relatifs à des dons associatifs :
 - Association Renaissance : cette association a été dissoute en 2014 et les fonds disponibles ont fait l'objet d'un don à la Fondation pour réaliser un projet en faveur des patients.
 - Association Le Grillon : cette association gère le budget activité d'une unité de la psychiatrie sis à Vienne. Le fond disponible restant a été versé à l'ESMPI à la suite du rattachement de l'activité psychiatrique de ces secteurs. Cette somme est affectée à des dépenses activités de l'unité concernée.
- Fonds dédiés au rattachement de Vienne : il s'agit de fonds initialement versés en 2016 par l'ARS (293 k€), puis complétés en 2017 (340 k€), et dédiés à des dépenses de pré-rattachement (recrutement personnel, études, formation du personnel au système d'information) et à des



dépenses de travaux de remise aux normes des bâtiments sis sur le site du CH Vienne (notamment des espaces de soins psychiatriques intensifs). Au 31/12/2024, les fonds dédiés disponibles affectés à l'amélioration des locaux des unités de Vienne s'élèvent à 342 K€.

3.6 Dettes

3.6.1 Emprunts et dettes financières

Sont classées dans cette rubrique les dettes contractées auprès des établissements de crédit et destinées à financer des investissements. Les intérêts courus sur ces emprunts ont été comptabilisés à la clôture de l'exercice 2024 pour un montant total de 193 K€.

3.6.2 Dettes d'exploitation

En application du 3° de l'article R.314-45 du CASF, les provisions pour congés à payer sont enregistrées en totalité par les établissements et font l'objet d'une affectation, à la demande du financeur, après clôture de l'exercice dans un sous compte 1162# « Dépenses pour congés payés » pour les montants non financés sur les dispositifs concernés. Cela concerne les établissements ayant une activité réglementée au sens du Code de l'Action Sociale et des Familles (MAS, ALPA, SFM, Roseraie).

Le montant enregistré à la clôture de l'exercice au titre des congés payés, mais également au titre des congés intégrés dans un Compte Epargne Temps, est de 2.811 K€ en valeur brute auxquels s'ajoutent 1.475 K€ de charges sociales, soit un total de 4.286 k€ représentant 9.7% de la masse salariale. Sont également provisionnés à la clôture de l'exercice des jours de « repos supplémentaires » (RS) correspondant à la différence entre la durée légale du travail et le temps de travail effectif compte tenu des accords d'établissements ; leur montant s'élève à 80 k€, charges sociales comprises.

Tableau de ventilation des dettes par échéance :

	MONTANT BRUT TOTAL	ECHEANCE A :		
		UN AN AU PLUS	PLUS D'UN AN ET MOINS DE 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit (à 2 ans maximum à l'origine) (1)				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit (à plus de 2 ans à l'origine) (1)	24 553 920	1 277 456	6 341 287	16 935 177
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)	77 058	62 899	14 159	
Concours bancaires courants	3 365 734	3 365 734		
Redevables créditeurs	3 322	3 322		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 046 828	3 046 828		
Personnel et comptes rattachés	3 440 001	3 440 001		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 550 196	3 550 196		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	677 339	677 339		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	328 697	328 697		
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	73 627	73 627		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 117 528	846 328	181 600	1 089 600
DETTES	41 234 248	16 672 425	6 537 046	18 024 777
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	4 598 761			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 070 789			
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				



Note 4 – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Subvention d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées dès qu'elles sont notifiées et selon l'exercice comptable auquel elles se rattachent. Elles sont enregistrées au compte de résultat dans les « subventions d'exploitation », en contrepartie d'une créance pour « subventions à recevoir » (voir note 5.4).

Si les dépenses rattachées à ces subventions ne sont pas exposées au titre de l'exercice, un fond dédié est alors comptabilisé si les conditions d'octroi de la subvention prévoient explicitement les dépenses à effectuer de manière obligatoire.

4.2 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice est composé des éléments suivants :

MONTANT	
S/operations de gestion	120 755
S/operations en capital	0
Dotations provisions pour risques	0
V.N.C des actifs immobilisés cédés	0
Dotations amortissements exceptionnels	0
Autres charges exceptionnelles	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	120 755

S/operations de gestion	422 865
S/operations en capital	0
Reprises provisions pour risques	3 400
Produits de cession d'actifs immobilisés	0
Quote-part des subventions virée au au résultat	162 616
Autres produits exceptionnels	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	588 881

Les produits exceptionnels sur opérations de gestion comprennent un gain dans le cadre d'un contentieux entamé depuis plusieurs années et pour lequel la Fondation Boissel a obtenu gain de cause en 2024.



4.3 Contribution des établissements au résultat net d'ensemble

RESULTATS CONTRIBUTIFS PAR ETABLISSEMENT	ESMPI	MAS	SIAO	PLURIELLES	ALPA	ROSERAIE	BLANCHISSE RIE	GI	REGAL	ECURIES	DOMAINE ST CLAIR	ELIM INTERNES	TOTAL FGB 2024
Recettes d'exploitation	39 744 322	6 086 375	2 522 085	2 872 903	3 875 167	688 897	98 538	1 257 332	2 417 301	30 001	566 027	-1 621 794	58 537 155
Recettes issues de ventes	0	0	0	5 406	0	60 160	24 266	547 554	2 341 501	1 470	1 600	-1 526 687	1 455 269
Recettes issues de la tarification	39 272 905	6 066 553	0	1 205 437	2 269 760	613 444	0	0	0	0	0	0	49 428 100
Recettes issues de subventions	344 592	0	2 522 085	1 657 077	1 593 983	15 294	74 272	709 779	75 800	2 000	0	-2 000	6 992 882
Recettes issues des activités annexes	126 825	19 822	0	4 983	11 423	0	0	0	0	26 532	564 427	-93 108	660 904
Charges de personnel	-31 026 371	-4 230 476	-2 078 335	-1 844 959	-1 921 591	-819 801	-168 229	-1 144 616	-1 114 586	-50 892	-153 475	163 880	-44 389 452
Personnel extérieur	-786 600	-278 367	-388 687	199 215	-138 537	-176 030	-38 129	-71 512	-157 522	-50 892	-152 611	-8 855	-2 048 527
Salaires et traitements	-19 439 622	-2 565 953	-1 118 938	-1 335 779	-1 156 064	-453 482	-99 138	-804 395	-743 105	0	0	42 984	-27 673 493
Charges sociales	-7 447 335	-1 003 634	-368 916	-467 693	-412 143	-149 643	-17 500	-189 402	-163 683	0	0	24 016	-10 195 932
Taxes sur rémunérations	-2 634 109	-304 227	-138 478	-164 460	-146 358	-16 210	-7 909	-39 315	-28 108	0	-864	105 735	-3 374 301
Autres charges de personnel	-718 706	-78 296	-63 317	-76 243	-68 490	-24 436	-5 553	-39 992	-22 168	0	0	0	-1 097 195
Charges immobilières	-2 645 380	-1 044 290	-143 703	-1 047 753	-1 706 472	-118 768	-38 366	-133 815	-73 521	-10 984	-538 395	545 550	-6 955 897
Loyers	-905 738	-569 869	-60 212	-384 369	-639 080	-23 214	-24 000	-85 303	-65 000	0	0	141 169	-2 615 618
Amortissements immobiliers	-765 312	-17 651	0	-345 825	-139 011	-33 644	-760	0	0	-9 226	-209 808	0	-1 521 237
Charges énergétiques	-435 519	-133 500	-13 648	-171 409	-216 231	-46 658	-9 758	-11 233	-7 876	0	-278 905	81 127	-1 243 609
Autres charges immobilières	-538 811	-323 270	-69 843	-146 151	-712 149	-15 252	-3 849	-37 279	-645	-1 758	-49 682	323 254	-1 575 433
Charges d'exploitation	-4 146 488	-768 325	-177 223	-160 263	-379 200	-101 732	-27 435	-335 334	-1 303 473	-17 096	31 924	912 365	-6 472 280
Charges variables d'exploitation	-2 063 175	-575 315	-42 371	-107 333	-134 661	-23 432	-4 217	-269 228	-1 064 320	-4 568	-3 843	1 156 848	-3 135 615
Charges fixes d'exploitation	-2 271 602	-165 995	-121 931	-90 902	-166 579	-81 923	-20 628	-59 120	-149 650	-12 506	138 061	-182 779	-3 185 553
Amortissements corporels et incorporels	-168 648	-27 030	-12 920	-84 914	-67 908	-9 492	-6 624	-24 567	-89 503	-21	-127 611	0	-619 239
Charges et produits exceptionnels	356 936	15	0	122 885	-10 051	13 116	4 033	17 580	0	0	25 316	-61 704	468 126
Charges financières	-365 118	10 002	0	-115 984	-35 752	1	0	-790	0	0	-17 322	0	-524 962
Intérêts sur emprunts	-497 188	0	0	-115 984	-62 795	0	0	0	0	0	-18 144	-790	-694 900
Autres charges et produits financiers	132 070	10 002	0	0	27 043	1	0	-790	0	0	822	790	169 938
Impôts sur les sociétés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RESULTAT DE L'EXERCICE : BENEFICE (H) DEFICIT	1 560 965	53 286	122 825	-296 057	-167 847	-351 402	-135 492	-357 223	-74 278	-48 971	-111 242	0	194 564

4.4 Présentation des résultats

RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE	DEFICIT	EXCEDENT
Dont part du résultat sur gestion propre		
Etablissement Domaine St Clair	111 242	
Etablissement Ecuries St Clair	48 971	
Etablissement SIAO		122 825
Etablissement Plurielles Hors CHRS	272 955	
Etablissement ALPA Hors CHRS	50 015	
Etablissement LA ROSERAIE Hors CHRS	23 933	
Etablissement GI	357 223	
Etablissement (R)EGAL'	74 278	
Etablissement LA BLANCHISSERIE	135 492	
Dont part du résultat sous contrôle des tiers financeurs :		
Etablissement ESMPi		1 560 965
Etablissement MAS ST Clair		53 286
Etablissement Plurielles - CHRS Insertion & CHRS Urgence	23 101	
Etablissement ALPA - CHRS Insertion & CHRS Urgence	128 365	
Etablissement ALPA - LHSS (Lits Halte Soins Santé)		10 532
Etablissement LA ROSERAIE - CHRS Insertion & CHRS Urgence	229 704	
Etablissement LA ROSERAIE - AAVA	97 765	
S/ TOTAL RESULTAT DEFICIT / EXCEDENT	1 553 044	1 747 608
RESULTAT EXERCICE 2024 - FGB		194 564

Résultat sous contrôle de tiers financeurs :

Il s'agit des résultats pour lesquels l'affectation s'effectue au cours des exercices suivants (N+1 à N+3) à la suite de leur validation par les autorités de Tutelle. Ce poste intègre également les excédents affectés au financement des mesures d'exploitation.



Note 5 – AUTRES INFORMATIONS

5.1 Ventilation de l'effectif moyen

Tableau des effectifs moyen sur l'exercice 2024 par catégorie professionnelle en ETP payés (tous établissements confondus) :

	PERSONNEL SALARIE	Personnel mis à la disposition de l'entreprise (intérim, détaché, prêté)
Personnel Médical et pharmacien	26	1
Direction / administration	96	
Soignants	380	23
Socio Educatifs	121	1
Technique	56	
Médico Technique	23	
CDD Insertion & Apprentissage	42	
TOTAL	744	25

Sur 2024, l'effectif moyen total est de 768 ETP (744 ETP en 2023). Dans le cadre du rattachement des activités psychiatriques du CH Vienne, les personnels sous statut public ont pu conserver ce statut. Ces personnels sont ainsi rémunérés par le CH Vienne et refacturés à notre établissement de l'ESMPI ; la Fondation Boissel les comptabilise comme du personnel mis à disposition. Cela a concerné 25 ETP en moyenne au cours de l'exercice, contre 32 ETP sur l'exercice précédent.

5.2 Montant global des rémunérations allouées aux membres de direction

Le montant total brut des 3 rémunérations les plus élevées, allouées aux cadres de direction, s'élève à 493.019 € pour l'exercice 2024, contre 498.756 € en 2023.

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil d'administration.

5.3 Montant des honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes s'élève à : 63.600 € TTC.

Il n'y a pas eu, au cours de l'exercice écoulé, d'honoraire facturé au titre des services autres que la certification des comptes.



5.4 Charges à payer et produits à recevoir

En application du principe de séparation des exercices comptables, les charges à payer et les produits à recevoir suivants ont été comptabilisés à la clôture de l'exercice :

	MONTANT
Intérêts courus	192 652
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	663 089
Clients avoir à établir	3 322
Dettes sociales	5 121 042
Dettes fiscales	377 956
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 644
Autres dettes	2 679
CHARGES A PAYER	6 364 384
Immobilisations financières :	0
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances	1 645 043
Créances clients et comptes rattachés	89 637
Subventions à recevoir	882 319
Autres créances	673 087
Valeurs mobilières de placement	0
Disponibilités	223 618
PRODUITS A RECEVOIR	1 868 661

5.5 Engagements hors bilan

La Fondation Boissel comptabilise ses engagements en matière de retraite selon la méthode préférentielle ; ceux-ci sont ainsi comptabilisés au 31 décembre au passif du bilan sous forme de provision, ceci pour la totalité de l'engagement calculé par une étude actuarielle. Ils ne figurent donc pas au sein des engagements hors bilan.

Les engagements hors bilan au 31/12/2024 sont listés ci-dessous :



		AU PROFIT DE :			
		FILIALES	PARTICI- PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIEES	AUTRES
Effets escomptés non échus	0	0	0	0	0
Créances cédées non échues (dailly)	0	0	0	0	0
Avals et garanties données	1 200 000	0	0	0	1 200 000
Engagement de retour à meilleure fortune	0	0	0	0	0
Engagement en matière de crédit bail	0	0	0	0	0
Engagement en matière de pension et retraite	0	0	0	0	0
Autres engagements donnés	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS DONNES	1 200 000	0	0	0	1 200 000

ENGAGEMENTS RECUS	296 000
--------------------------	----------------

Les engagements donnés sont relatifs à des sommes bloquées par la Fondation en nantissement d'un prêt au profit d'un établissement bancaire, ceci afin de sécuriser le plan de financement d'un projet immobiliser.

Les engagements reçus, au 31/12/2024, sont relatifs à une garantie sur marché de travaux lié au projet de construction de centre ambulatoire ESMPI.

